

**Arrêté préfectoral complémentaire
Société KUBOTA RESEARCH & DEVELOPMENT EUROPE (KRDE)
Commune de Crépy-en-Valois**

LE PRÉFET DE L'OISE
Chevalier de l'ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée aux articles R.511-9 à R.511-12 du Code de l'environnement ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 5 juillet 2019 délivré à la société KUBOTA Europe en vue d'exploiter ses activités sur la commune de Crépy-en-Valois ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 avril 2023, délivré à la société KUBOTA RESEARCH & DEVELOPMENT EUROPE à Crépy en Valois (60800) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le porter à connaissance du 25 novembre 2024, relatif aux modifications des conditions de gestion des eaux pluviales sur le site de Crépy en Valois ;

Vu le rapport du 13 février 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 17 février 2025 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel du 17 février 2025 ;

Considérant ce qui suit :

1) Les modifications apportées aux installations ne sont pas substantielles et ne sont donc pas de nature à changer notablement les conditions d'exploitation réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 5 juillet 2019 ;

2) Il convient, conformément aux articles L. 181-14 et R. 181-45 du Code de l'environnement d'encadrer le fonctionnement de l'établissement, relevant du régime de l'autorisation, par des prescriptions modificatives nécessaires au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 dudit Code ;

3) La nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

4) Les modifications demandées nécessitent la modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALITÉS, CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.1: EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société KUBOTA RESEARCH AND DEVELOPMENT EUROPE dont le siège social est situé au 80 rue du Bois de Tillet à Crépy-en-Valois (60800) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Crépy-en-Valois, les installations détaillées dans le présent arrêté.

ARTICLE 1.2 : MODIFICATIONS APPORTÉES AUX PRESCRIPTIONS ANTÉRIEURES

Les prescriptions suivantes sont remplacées par les articles 3 à 6 du présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles	Nature des modifications
Annexe arrêté préfectoral du 05 juillet 2019	Article 4.4.5	Localisation des points de rejet
Annexe arrêté préfectoral du 05 juillet 2019	Article 4.4.6.1.1	Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet
Annexe arrêté préfectoral du 05 juillet 2019	Article 4.4.10	Valeurs limites d'émission des eaux pluviales de voiries dans le milieu naturel avant infiltration

ARTICLE 1.3 : LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement sont gérés comme suit :

- Les eaux résiduaires :
 - Les eaux de lavage des sols sont dirigées directement vers le réseau d'assainissement collectif communal ;
 - Le trop-plein de la grande aire de lavage est traité par un séparateur d'hydrocarbure de capacité 17 l/s avant d'être dirigé vers le bassin d'infiltration n°3 (zone 2) ;

- Les eaux pluviales :
 - Les eaux pluviales de toitures des bâtiments, des voiries nord des VL et PL (excepté les voiries autour du bâtiment de stockage des tracteurs), de la petite station de lavage et de la station service sont dirigées vers le bassin d'infiltration n°1 (zone 1) de volume minimum de 1 285 m³. Les eaux pluviales de voirie des VL et PL, de la petite station de lavage et la station-service sont traitées avant infiltration par 3 séparateurs d'hydrocarbure.
Un séparateur de capacité 30 l/s pour le bassin versant Nord d'une superficie de 4 460 m² et un second de capacité 30 l/s pour le bassin versant Nord d'une superficie de 7 360 m² placés en amont du tubosider (Zone 1).
Un séparateur de capacité 1,9 l/s collecte les eaux pluviales de la petite station de lavage et de la station-service ;
 - Les eaux pluviales de voirie de la boucle sud des pistes d'essai, des pistes 18 et 19 (smooth track, rough track, pistes en lignes droites ayant des caractéristiques précisées dans la norme ISO 5008), piste 16 (essais de circulation sur sol mouillé) seront collectées par des noues imperméabilisées d'une capacité de 930 m³, puis traitées par des plantes phytoremédiatrices plantées à leur sein, avant d'être dirigées vers le bassin n°2 (zone 2) de volume minimum de 935 m³ ;
 - Les eaux pluviales de voirie de la boucle nord de la piste d'essai sont collectées par des noues imperméabilisées et traitées par des plantes phytoremédiatrices plantées à leur sein, puis dirigées vers le bassin d'infiltration n°3 (zone 2) de volume minimum de 895 m³ ;
 - Les eaux pluviales de voirie de la zone située autour du bâtiment de stockage des tracteurs sont collectées par des noues imperméabilisées et traitées par des plantes phytoremédiatrices plantées à leur sein, puis dirigées vers le bassin d'infiltration n°3 (zone 2) de volume minimum de 895 m³ ;
 - Les eaux pluviales de voirie de la piste accompagnant le champ de labour ainsi que les pistes en pentes seront collectées par noues imperméabilisées et traitées par des plantes phytoremédiatrices plantées à leur sein. Elles sont dirigées vers un réseau en aval de la station de lavage et en amont du séparateur d'hydrocarbures d'une capacité de 17 l/s, puis dirigées vers le bassin d'infiltration n°3 (zone 2) ;
 - Les eaux pluviales du champ de labour dédié aux tests en conditions réelles seront infiltrées directement dans le sol (zone 3) ;
- Les eaux usées sanitaires : les eaux domestiques sont dirigées directement vers le réseau d'assainissement collectif communal.

ARTICLE 1.4 : AMÉNAGEMENT DES POINTS DE PRÉLÈVEMENTS

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

ARTICLE 1.5 : LISTE DES POINTS DE PRÉLÈVEMENTS EAUX PLUVIALES

Point de prélèvement N°7 : Regard de contrôle séparateur 30 l/s Nord vers bassin d'infiltration N°1 ;

Point de prélèvement N°8 : Regard de contrôle séparateur 30 l/s Sud vers bassin d'infiltration N°1 ;

Point de prélèvement N°10 : Regard de contrôle sortie séparateur 1,9 l/s vers bassin d'infiltration N°1 ;

Point de prélèvement N°11 : Regard de contrôle noues piste boucle Nord vers bassin d'infiltration N°3 ;

Point de prélèvement N°12 : Regard de contrôle noues pistes pentes et station de lavage vers bassin d'infiltration N°3 ;
Point de prélèvement N°13 : Regard de contrôle noues piste boucle Sud vers bassin d'infiltration N°2 ;
Point de prélèvement N°14 : Regard de contrôle noues pistes pentes vers bassin d'infiltration N°3.

ARTICLE 1.6 : VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX PLUVIALES DE VOIRIES AVANT INFILTRATION

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales de voiries dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessus :

Paramètres	Concentration instantanée – mg/l
Température	Inférieure à 30 °C
pH	Entre 5,5 et 8,8
MES	35
DCO	125
Zn	0,8
Cd	0,0250
Hydrocarbures totaux	5

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Les eaux pluviales infiltrées sont soumises aux dispositions de l'article 4 ter de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990, relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées.

TITRE 2. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

ARTICLE 2.1 : FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 2.2 : PUBLICITÉ

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Crépy-en-Valois pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Crépy-en-Valois fait connaître, par procès verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins quatre mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » au recueil des actes administratifs, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Recueils-des-actes-administratifs-RAA>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 2.3 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle est déférée dans le délai de deux mois au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue de Lemerchier, 80000 Amiens :

- 1° à compter du jour de notification par le pétitionnaire ou l'exploitant ;
- 2° à compter de l'affichage en mairie ou de la publication au recueil des actes administratifs de la décision sur le site internet de la préfecture par les tiers intéressés.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En cas de recours contentieux du tiers intéressé, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de le notifier au préfet de l'Oise et au bénéficiaire de la décision.

La notification intervient par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours.

Lorsque le droit de former un recours est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge administratif saisi du recours de condamner l'auteur de celui-ci à lui verser des dommages et intérêts. La demande peut être présentée pour la première fois en appel.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 2.4 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, le maire de Crépy-en-Valois, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **25 FEV. 2025**

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général


Frédéric BOVET

Destinataires :

Société KUBOTA RESEARCH AND DEVELOPMENT EUROPE

Le sous-préfet de Senlis

Le maire de Crépy-en-Valois

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France.

L'inspecteur de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France.

